



CONDITIONS DE REUSSITE, DISPENSES, REPORTS ET CREDITS DANS L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Position de la Fédération des Étudiant(e)s
Francophones (F.E.F.) discutée puis adoptée lors des
Conseils du 25 septembre 2006 , 6 novembre 2006 et
12 février 2007



Pourquoi une position sur cette question ?

Les décrets de la Communauté française du 31 mars 2004 et du 30 juin 2006 constituaient un progrès en matière de conditions de réussite dans l'enseignement supérieur. En effet, ils fixaient des conditions minimales de réussite, similaires pour l'ensemble des étudiants des Universités et des Hautes Écoles.

Ainsi, ces décrets constituaient un pas vers la mise en place d'un statut juridique unifié pour l'ensemble des étudiants de l'enseignement supérieur, statut que la FEF appelle bien évidemment de ses vœux.

Néanmoins, les discussions relatives à la réforme de l'enseignement supérieur artistique ont marqué un recul par rapport à la nouvelle situation puisque le Gouvernement de la Communauté française y a défendu des conditions de réussite différentes de celles prévues en Hautes Écoles et Universités.

C'est ce changement de la position gouvernementale qui a amené la FEF à préciser ses revendications en ce qui concerne les conditions de réussite dans l'enseignement supérieur. Le but de ce document est de formaliser la position adoptée par la Fédération lors de ses Conseil fédéraux du 25 septembre et du 6 novembre 2006.



L'utilité de règles unifiées en matière de réussite, dispenses, reports et crédits

La première position adoptée par la Fédération consiste à soutenir l'adoption de règles uniques de réussite, de dispense, de report et d'octroi de crédit pour tous les étudiants de l'enseignement supérieur. Cette position est justifiée par deux éléments : d'une part, un argument de simplicité et, d'autre part, un argument d'équité.

L'argument de simplicité est relativement évident. Si les règles sont les mêmes dans toute la Communauté française, la vie des étudiants comme des professeurs en est grandement simplifiée. En effet, cela permet aux étudiants de connaître avec certitude les conditions de réussite, de dispense et de report quel que soit l'établissement et/ou la section dans lequel/laquelle ils s'inscrivent. En effet, de plus en plus, les étudiants sont amenés à changer d'établissement, à se réorienter en cours d'études ou à poursuivre plusieurs cursus. En l'absence de règles unifiées, l'étudiant doit se renseigner sur les règles spécifiques qui s'appliquent à tel ou tel cursus dans tel ou tel établissement.

L'adoption de règles uniformes pour l'ensemble des cursus d'enseignement supérieur résout totalement ce problème.

Un deuxième argument repose sur l'équité. En effet, en l'absence de règles uniformes, nombreux sont les étudiants qui, en toute bonne foi, ne sont pas correctement informés des règles de réussite qui s'appliquent à leur cursus. En conséquence, de nombreux étudiants sont induits en erreur. Ceci aboutit non seulement à de très mauvaises surprises pour les étudiants mais contribue également à pousser certains étudiants à l'échec puisqu'ils planifient leur travail en fonction de règles erronées.

De nouveau, l'adoption de règles uniformes faciliterait grandement la connaissance, par tous les étudiants, des règles applicables et résoudrait en grande partie ce problème.

Par ailleurs, il n'y a aucune raison de penser que l'adoption d'un système de cotation uniforme compliquera, d'une quelconque façon, l'évaluation correcte des étudiants. En effet, comme on le verra ci-dessous, chaque enseignant conserve la possibilité d'adapter ses cotes en



fonction des conditions de réussite qui seront posées par la réglementation. De ce fait, on voit mal en quoi l'adoption de règles uniformes poserait le moindre problème.

DECISION

En conséquence, la FEF demande instamment l'adoption de règles uniformes pour l'ensemble des étudiants de Communauté française concernant les conditions de réussite, les dispenses, les reports de note et l'octroi de crédits.



Quelles règles uniformes défendons-nous ?

1.1. Questions de terminologie

Tout d'abord, la FEF constate que, malgré la volonté d'uniformisation affichée, les derniers décrets adoptés par le Parlement de la Communauté française font preuve d'un grand manque de cohérence en matière de terminologie. Ainsi, les termes « *dispense* » ou « *report* » ne possèdent pas le même sens selon le type d'études.

Cette complexité est tout à fait inutile et contre-productive. C'est pourquoi la FEF propose l'adoption de la terminologie uniforme suivante.

Premièrement, le terme « *report* » serait réservé au mécanisme qui permet, *au sein d'un même cursus*, de ne pas devoir repasser un cours pour lequel l'étudiant a déjà obtenu une cote minimum. Dans le système proposé ci-dessous, il s'agirait des cours pour lesquels l'étudiant a déjà obtenu plus de 10 sur 20¹.

Dans ce système, la *report* ne vaudrait donc qu'au sein d'un même cursus.

A la différence du *report*, et conformément à ce qui est prévu dans le cadre du processus de Bologne, l'« *octroi de crédit* » constituerait un mécanisme inconditionnel, illimité dans le temps et universel. En d'autres termes, l'étudiant ne devrait jamais repasser un cours pour lequel il a obtenu un « *crédit* » quel que soit le cursus ou l'établissement de la Communauté française dans lequel il s'inscrit et quel que soit le moment où il suit le nouveau cursus concerné. A terme, la reconnaissance a même vocation à devenir valable dans l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur européens. Cette règle ne vaudrait, bien évidemment, que pour autant que les cours concernés soient considérés comme équivalents.

¹ Dans le système actuellement applicable en Université et en Haute École, il existe un système dual. Durant une même année d'étude, l'étudiant qui a obtenu plus de 10/20 à un examen en 1^{ère} session ne doit pas le repasser en seconde session. Par contre, s'il rate son année, il ne doit pas repasser les examens pour lesquels il a obtenu plus de 12/20 et ce, pendant les 5 années suivantes.



Le terme « *dispense* » serait réservé à la procédure par laquelle un étudiant se voit dispensé de suivre certains cours au sein de son cursus sur base des compétences qu'il a déjà acquis dans un autre cursus ou dans son expérience professionnelle. La dispense serait octroyée d'office dans les cours pour lesquels l'étudiant a déjà obtenu les crédits associés. Mais, comme on le verra ci-dessous, d'autres situations peuvent justifier l'octroi d'une dispense.

1.2. Les arguments en présence

Derrière une apparente simplicité, l'adoption de règles uniformes en matière de réussite, dispense, report et octroi de crédit révèle une assez grande complexité due à la nécessité de tenir compte d'arguments potentiellement contradictoire.

Tout d'abord, il existe un large consensus, au sein du Conseil fédéral, concernant la question de la moyenne nécessaire pour réussir son année. Sur ce point, le Conseil fédéral considère que le niveau de la moyenne importe peu en tant que tel : rien ne peut empêcher les professeurs d'adapter leur échelle de cotation à la hausse ou à la baisse. Un changement règlementaire de la moyenne n'aura donc aucun impact, en tant que tel, sur le taux de réussite. Notons cependant que ceci ne contredit en rien les arguments cités plus hauts en faveur d'une uniformisation des conditions de réussite.

Deuxièmement, il existe un accord général pour dire que les règles uniformes devraient constituer une garantie pour l'étudiant mais qu'elles ne devraient pas empêcher le jury d'être plus favorable à l'étudiant s'il le souhaite : faire réussir un étudiant avec une moyenne légèrement insuffisante, par exemple.

Cependant, la situation se complique quand il s'agit de discuter des conditions d'obtention de report, dispense ou d'octroi de crédit ainsi qu'en ce qui concerne les cotes d'exclusion et les points de balance.

Dans la situation actuelle, l'étudiant ne doit pas repasser en seconde session les cours pour lesquels il a obtenu plus de 10 sur 20. Par contre, s'il rate son année, il devra repasser les cours pour lesquels il a obtenu moins de 12 sur 20. Par ailleurs, l'étudiant est garanti de réussir s'il obtient 12 sur 20 de moyenne et aucune cote inférieure à 10. Par contre,



s'il a 12 sur 20 de moyenne mais des cotes inférieures à 10, chaque établissement reste libre de fixer les règles applicables.

Beaucoup d'établissements prévoient des cotes d'exclusion : si l'étudiant présente une cote inférieure à un certain palier (ex. 7/20) dans un seul cours, il rate son année. La plupart du temps, un nombre maximal de points de balance est également prévu. Par exemple, l'étudiant ne peut avoir plus de 3 points inférieurs à 10 au total (c'est-à-dire soit un 7/20, soit un 8 et 9/20, soit trois 9/20).

Par rapport à la situation actuelle, il semblerait logique, à première vue, que le niveau de point soit fixé de manière uniforme pour la moyenne de réussite, le report, la dispense et l'octroi de crédit. Ainsi, par exemple, on pourrait imaginer un système où l'étudiant réussirait à 10/20 de moyenne et où, s'il échoue en 1^{ère} ou seconde session, il ne doit jamais repasser les cours pour lesquels il a obtenu une cote supérieure à 10/20.

Cette position, qui semble la plus souhaitable au premier abord, appelle cependant quelques réserves. En effet, elle ferait perdre une partie de la souplesse du système actuel.

Si un tel système uniforme était adopté, la question se poserait, en effet, de savoir la règle à appliquer en cas de cote inférieure à 10/20. L'étudiant devrait-il réussir tous ses cours avec des cotes supérieures à 10/20 ? Au contraire, la réussite devrait-elle être octroyée sur base de la seule moyenne de 10/20 ? Dans ce dernier cas, un étudiant pourrait réussir son année avec plusieurs cotes très faibles (inférieures à 3 ou 4, par exemple) qu'il compenserait par des cotes très élevées.

Par ailleurs, le système actuel accorde une certaine souplesse de cotation au professeur puisque celui-ci peut décider d'octroyer une cote (entre 10 et 12/20) qui, tout en n'étant pas un véritable satisfecit, n'handicape pas fortement la réussite de l'étudiant et peut être compensée par d'autres cotes tandis que les cotes inférieures à 10/20 sont les seules véritablement handicapantes.

Sur base de ces arguments, le problème se révèle nettement plus complexe qu'il n'y paraît à première vue. En particulier, la défense d'un système universel à 10/20 risque de susciter de très fortes réticences auprès du corps enseignant et semble difficilement envisageable à court terme.



Il existe, par contre, un consensus général pour reconnaître qu'il est stupide d'instaurer un niveau différent pour obtenir le report de note de la 1^{ère} à la seconde session (10/20), d'une part, et pour obtenir le report d'une année à l'autre en cas d'échec (12/20), d'autre part.

En outre, il existe un consensus général pour reconnaître qu'il est illogique qu'un étudiant doive repasser un cours pour lequel il a déjà obtenu une cote située au dessus du plafond de réussite pour la moyenne (12/20 dans la situation actuelle). Pour les cours auquel il a obtenu une cote supérieure à la moyenne nécessaire pour réussir l'année, il est logique que l'étudiant soit considéré comme ayant acquis la matière et qu'il lui soit, dès lors, octroyé un crédit au sens défini au point 1.1.

Sur base de ce qui vient d'être dit, il apparaît qu'une véritable réflexion devrait être menée, de manière plus approfondie, sur la question de l'uniformisation du système à 10/20. Pour l'immédiat, la FEF adopte donc une revendication pragmatique portant, d'une part, sur l'uniformisation du système de réussite et, d'autre part, sur une simplification du système des reports, crédits et dispenses. Cette position est exposée ci-dessous.



1.3. Position pragmatique de la FEF

DECISION

REMARQUE : nous utilisons ici la terminologie précisée au point 1.1.

La FEF demande une uniformisation des conditions de réussite, de dispense, de report et d'octroi de crédit dans l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur en Communauté française.

Dans un premier temps, cette uniformisation pourrait se faire sur base du système actuellement appliqué en Haute École et Université suite aux décrets du 31 mars 2004 et du 30 juin 2006 moyennant les modifications suivantes qui constituent les revendications minimales de la FEF:

- 1° Le report de la 1^{ère} à la seconde session et d'une année à l'autre en cas d'échec serait octroyé inconditionnellement à l'étudiant qui a obtenu au moins 10/20 au cours concerné. Concernant le report d'une année à l'autre, comme actuellement, une limite de 5 ans pourrait être prévue. Par ailleurs, le report vaudrait dans l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur de la Communauté française pour autant que l'étudiant suive le même cursus.
- 2° Les crédits ECTS seraient automatiquement octroyés pour les cours auxquels l'étudiant a obtenu au moins 12/20.
- 3° Il serait expressément précisé que, dans tous les cas, les établissements d'enseignement supérieur possèdent le droit d'appliquer des conditions de réussite, de report et d'octroi de crédit plus favorables à l'étudiant.

Sur base de ces revendications minimales, le système qui serait en vigueur serait simplifié et peut être résumé dans les règles suivantes :

- 1° S'il a obtenu 12/20 de moyenne et un minimum de 10/20 à tous les cours, l'étudiant obtient la garantie de réussir son année ;
- 2° Si l'étudiant a obtenu 12/20 de moyenne mais qu'il a des cotes strictement inférieures à 10/20, l'établissement concerné établit lui-même les règles de réussite. Ces règles sont précisées dans



le règlement des examens (étant entendu que le jury peut toujours y déroger en faveur de l'étudiant) ;

- 3° L'étudiant qui a obtenu 10/20 ou plus à un examen (en 1^{ère} ou 2^{de} session) bénéficie d'un report de note pendant 5 ans au sein du même programme d'études dans tous les établissements de la Communauté française ;
- 4° Les règles d'octroi de crédit sont les suivantes (étant entendu que l'octroi de crédit répond à la définition donnée au point 1.1.):
 - a. En décidant de la réussite d'un étudiant de manière inconditionnelle, le jury octroie définitivement les crédits pour l'ensemble des cours de l'année concernée, quelle que soit la note effectivement obtenue.
 - b. Dans les cas où l'étudiant n'a pas réussi l'ensemble de l'année, l'étudiant obtient automatiquement les crédits pour les cours auxquels il a obtenu une cote égale ou supérieure à 12/20.
 - c. En outre, toujours en cas d'échec lors de l'année, le jury peut, sur base d'une décision individuelle, décider d'octroyer des crédits pour des cours où l'étudiant a obtenu une cote inférieure à 12/20.
- 5° En ce qui concerne les dispenses telles que définies au point 1.1., elles sont octroyées automatiquement lorsque l'étudiant a acquis les crédits correspondants en vertu des règles fixées au point 4°. Par ailleurs, le jury concerné possède toujours le droit d'accorder, sur base d'une décision individuelle, une dispense en valorisant l'expérience tant académique² que professionnelle³ de l'étudiant.

² Ainsi, par exemple, l'étudiant qui changerait de programme d'études et choisirait un autre programme très proche (ex. : de médecine à sciences biomédicales), pourrait bénéficier d'une dispense pour un cours qui figure aux 2 programmes et pour lequel il a obtenu 11/20 l'année précédente. Il s'agirait, en quelque sorte, d'un quasi-report.

³ Ce renvoi aux expériences professionnelles ne rajoute rien à la législation actuelle qui contient, depuis peu, des dispositions relatives aux dispenses en cas de valorisation de l'expérience professionnelle.



6° De manière générale, tout établissement d'enseignement supérieur et tout jury d'examen possède toujours le pouvoir de déroger aux règles de réussite fixée dans la législation ou dans les règlements de l'établissement pour autant que cette dérogation ait lieu en faveur de l'étudiant et qu'elle soit appliquée dans le respect du principe d'égalité entre étudiants.